

## Sauvy Alfred — L'économie du diable. Chômage et inflation

In: Population, 32e année, n°4-5, 1977 p. 1029.

---

Citer ce document / Cite this document :

B J-N. Sauvy Alfred — L'économie du diable. Chômage et inflation. In: Population, 32e année, n°4-5, 1977 p. 1029.

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/pop\\_0032-4663\\_1977\\_num\\_32\\_4\\_16635](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/pop_0032-4663_1977_num_32_4_16635)

---

SAUVY Alfred. — **L'économie du diable. Chômage et inflation.**

Paris, Calmann-Lévy, 1976, 23 cm, 247 p., index.

A. Sauvy, une nouvelle fois, tente d'abattre certains mythes. D'une part, le chômage n'est pas un phénomène récent : il était jadis plus étendu, et encore aujourd'hui frappe plus les économies traditionnelles que les économies industrielles, car les machines créent plus d'emplois qu'elles n'en suppriment. De l'autre, les méfaits sournois de l'inflation sont soigneusement cachés à l'opinion et les patrons autant que les syndicalistes refusent de savoir qui partage les fruits de la productivité.

Le but de l'économie n'est pas l'emploi, mais la satisfaction de la demande. Considérer l'emploi comme un but conduit à une société de gaspillage, et à des mesures contraires au plein emploi : expulsion des retraités de la production (chaque emploi pour adulte ainsi libéré est grevé du coût d'une retraite à payer), maintien des emplois existants (par des monopoles ou des protections abusives), création d'emplois inutiles (spécialement de bureaux) et semaine de 40 heures, véritable lit de Procuste de l'économie.

Les goulots d'étranglement ainsi mis sur les possibilités de reprise font qu'à toute demande accrue, les entreprises préfèrent augmenter leurs prix plutôt que la production et l'emploi. Les investissements sont réduits en conséquence, y compris les investissements humains par les charges injustes qui pèsent sur les familles, et les travailleurs immigrés sont refoulés autoritairement. La monnaie se déprécie, le chômage monte, mais les bastilles des monopoles et des privilèges résistent.

Les mesures proposées s'inspirent de cette analyse : il faudrait ajuster la population réelle à la population demandée pour la satisfaction des besoins, en réconciliant l'enseignement avec l'économie, et en incitant, sans contrainte autoritaire, les jeunes à choisir en plus grand nombre des emplois manuels. Il faudrait, pour cela, amputer les revenus des emplois du secteur tertiaire pour revaloriser les emplois manuels. Il serait bon, également, de moins attacher l'avancement hiérarchique à l'ancienneté.

Il faudrait aussi débloquer les protections, privilèges, monopoles, y compris le salaire minimum qui élimine totalement les faibles de la production et en fait des assistés à 100 %. Il ne faudrait ni abandonner le chômeur (méthode libérale) ni lui désigner un emploi d'office (méthode planifiée) mais lui demander, en contre-partie de son indemnité de chômage, d'assurer, à temps partiel, des services sociaux ou publics insuffisamment développés.

Il faudrait combattre la société de consommation qui force à la vente et au gaspillage, en encourageant les longues garanties, l'entretien, la réparation, et décourager la spéculation foncière.

Enfin débloquer les investissements humains en levant les injustices sociales qui frappent les familles pour assurer une régulation collective des naissances favorables à une économie de progrès, c'est-à-dire des générations à peu près égales en nombre et assurant le renouvellement de la population ou même un peu plus.

La télévision et la presse pourraient être de précieux instruments d'information du public en matière d'économie, à condition de ne pas sacrifier le fond à la forme.

Certaines mesures préconisées ne cadrent pas avec la logique de l'analyse, notamment, la décentralisation autoritaire. Ce serait là créer un blocage pour beaucoup d'industries nouvelles qui préféreraient s'installer à l'étranger. La lecture de « l'économie du diable » donne la mesure des efforts d'information qu'il faudrait déployer pour faire prendre à l'opinion les réflexes nécessaires à remettre l'économie dans la bonne voie. Mais qui écoute Cassandre ?

J. N. B.